

Des salons aux annales : les réseaux et associations des femmes de lettres à Montréal au tournant du XX^e siècle

Chantal Savoie

Volume 27, Number 2 (80), Winter 2002

La sociabilité littéraire

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/290054ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/290054ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Université du Québec à Montréal

ISSN

0318-9201 (print)

1705-933X (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Savoie, C. (2002). Des salons aux annales : les réseaux et associations des femmes de lettres à Montréal au tournant du XX^e siècle. *Voix et Images*, 27(2), 238–253. <https://doi.org/10.7202/290054ar>

Article abstract

At the turn of the twentieth century, the convergence of urban, economic and media development fostered a significant increase in the number of French Canadian women of letters and provided favourable conditions for them to make a breakthrough into the public sphere. These social mutations had a significant effect on associative practices in general and, especially, on those of women of letters. While it is clear that the great majority of the period's formal and public organisations were resistant to the participation of women, it is also clear that women of letters demanded to be heard within major associations and became familiar with public associative practices by forming their own networks of solidarity and influence. The study of the activities of women of letters within the Canadian National Council of Women, the Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste and, at a later date, study circles for young girls, reveals the importance of networks and solidarity in the development of the period's women writers.

Des salons aux annales : les réseaux et associations des femmes de lettres à Montréal au tournant du xx^e siècle

Chantal Savoie, Collège militaire royal du Canada

Au tournant du xx^e siècle, la convergence du développement urbain, économique et médiatique favorise un accroissement significatif du nombre de femmes de lettres canadiennes-françaises et crée des conditions favorables à leur percée dans la sphère publique. Les conséquences de ces mutations sociales sur les pratiques associatives en général et sur celles des femmes de lettres en particulier sont importantes. Si la participation des femmes à la grande majorité des regroupements et associations formels et publics de la période suscite des résistances, on constate que les femmes de lettres revendiquent leur voix au chapitre des grands rassemblements et s'initient aux pratiques associatives publiques en formant leurs propres réseaux de solidarités et d'influence. L'étude des activités des femmes de lettres au sein du Conseil national des femmes du Canada, de la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste, puis des cercles d'études pour jeunes filles, révèle l'importance des réseaux et solidarités dans les trajectoires des écrivaines de l'époque.

Montréal est la capitale du féminisme au Canada. C'est là que se fixent le plus volontiers, et qu'aiguisent chaque semaine leurs plumes les femmes écrivains, les femmes apôtres des droits de leur sexe; et c'est donc là surtout que rayonne leur influence, et que s'échappe tour à tour le fleuve ou le ruisseau de leur éloquence. [...] Si elle n'est pas toujours la patrie natale et la mère des cousines qui y écrivent leurs chroniques, elle sait du moins les appeler, les faire venir, leur donner une généreuse hospitalité; et cette ville des puissantes compagnies financières fait donc aussi le *trust* des femmes qui ont du talent littéraire, et qui y vont chercher du

pain, quelques idées, beaucoup d'assurance, et quelquefois un mari¹.

Entreprendre l'étude des pratiques associatives des femmes de lettres canadiennes-françaises au tournant du siècle dernier, c'est d'abord se voir confronté à l'obligation de lire l'histoire en creux. D'une part, les archives ne révèlent l'existence d'aucune association formelle de femmes poètes, romancières ou dramaturges. D'autre part, la présence de femmes dans les associations « mixtes » ou « masculines » se fait discrète², quand elle n'est pas simplement bannie, soit dans les règles, soit dans les faits³. De nombreux témoignages de femmes permettent d'ailleurs de mesurer la résistance dont leur participation aux groupes et écoles littéraires a fait l'objet. Au mieux, on trouve la trace des aspirations des femmes à participer pleinement à certaines organisations, aspirations qui vont de l'évocation d'un rêve inaccessible à un réel espoir de voir leur souhait se réaliser dans un avenir imminent. Robertine Barry (pseudonyme : Françoise), dans les pages du *Journal de Françoise*, plaide ainsi régulièrement pour l'admission des femmes aux différents cénacles et sociétés littéraires : « Quand les femmes seront membres actifs de la Société du Parler français au Canada, j'aurai infiniment de joie à souscrire humblement ma cotisation annuelle⁴. » Le ton est similaire lorsqu'elle interpelle la Société royale⁵, mais parfois moins poli, comme lorsqu'elle s'inquiète du sort qu'on pourrait faire à d'éventuelles candidatures féminines à l'Académie française au Canada que réclame le docteur Choquette : « L'inertie, l'insignifiance de l'Académie Royale démontrent ce qu'est un corps sans l'âme féminine. Notre Académie future tombera-t-elle dans la même faute⁶? »

L'accroissement substantiel du nombre de femmes de lettres dans la société canadienne-française des années 1895-1918, et plus particulièrement à Montréal, indique toutefois que cette époque constitue bel et bien un moment charnière dans l'histoire de la littérature des femmes et de la place de cette littérature dans le champ littéraire⁷. Ce décalage entre le

1. Camille Roy, « Causerie littéraire », *La Nouvelle-France*, vol. IV, n° 2, février 1905, p. 58.
2. Marie-Claire Daveluy est la première femme à devenir membre de la Société historique de Montréal en 1917 et, la même année, Blanche Lamontagne est admise au Cercle de l'Action française de Lionel Groulx.
3. À cet égard, le cas le mieux documenté est celui de la tentative avortée de Georgina Bélanger (pseud. Gaétane de Montreuil) pour devenir membre de l'École littéraire de Montréal, dont on peut lire le détail dans les travaux de Réginald Hamel sur l'École littéraire de Montréal.
4. Françoise, « Bloc-Notes », *Le Journal de Françoise*, vol. I, n° 14, 11 octobre 1902, p. 168.
5. Françoise écrit que « la Société Royale, courant à des nouveaux triomphes, ouvre ses bras tout grands aux candidates assez téméraires pour affronter ce redoutable péril » (*Le Journal de Françoise*, vol. VI, n° 3, mai 1907, p. 38).
6. Françoise, *Le Journal de Françoise*, vol. VII, n° 21, 5 février 1909, p. 333.
7. Les statistiques sur lesquelles nous nous appuyons sont issues de l'analyse des dossiers biobibliographiques sur les femmes de lettres réalisés dans le cadre des travaux de

blocage institutionnel qui refoule les femmes en marge des groupes et académies littéraires les plus connus et l'attrait croissant pour la « profession » de femmes de lettres mérite qu'on s'y arrête.

De fait, dès qu'on omet l'épithète « littéraire », on constate qu'émergent, à la fin du XIX^e siècle, des regroupements de femmes à l'échelle nationale. Les réseaux et cercles féminins au tournant du siècle dernier sont ainsi largement dominés par deux grandes associations qui encadrent les activités des femmes dans la sphère publique. D'abord, le Conseil national des femmes du Canada (1893-1929) donne à l'ensemble des Canadiennes, anglophones et francophones, protestantes et catholiques, leur première association vouée à la défense des intérêts féminins et à la mise en commun des savoirs à leur sujet. Ensuite, la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste (1907-1933) rassemble les Canadiennes françaises sous une bannière francophone et catholique, spécifiant les intérêts féminins à l'échelle d'une nation qui n'est plus canadienne mais bien canadienne-française⁸. Si la structure, les activités et les retombées sociales de ces deux associations ont été étudiées par quelques historiennes⁹, force est de constater que la part culturelle, et plus spécifiquement littéraire, des activités de ces associations a été assez peu considérée.

Des travaux récents ont également révélé l'importance du journalisme dans le développement des activités littéraires des Canadiennes françaises, et souligné, au passage, l'importance des liens que les femmes tissent entre elles par la pratique journalistique¹⁰. L'existence de salons littéraires

l'équipe de *La vie littéraire au Québec* pour les tomes iv et v de la série d'ouvrages en cours. Le tome v, actuellement en préparation, paraîtra en 2002 aux Presses de l'Université Laval.

8. La Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste est une association féminine autonome qui remplace les Dames patronnesses de la Société Saint-Jean-Baptiste (1902), qui constituait pour leur part une branche de la Société Saint-Jean-Baptiste.
9. Veronica Jane Strong-Boag, *The Parliament of Women: The National Council of Women of Canada*, Ottawa, Musées nationaux du Canada, 1976, 492 p.; Marie Lavigne, Yolande Pinard et Jennifer Stoddart, «The Fédération Nationale Saint-Jean-Baptiste and the Women's Movement in Quebec», Linda Kealy (dir.), *A Not Unreasonable Claim: Women and Reform in Canada 1880s-1920s*, Toronto, Canadian Women's Educational Press, 1979, p. 71-87; Marie Lavigne, Yolande Pinard et D. Suzanne Cross, *Travailleuses et féministes: les femmes dans la société québécoise*, Montréal, Boréal Express, 1983, 430 p.; Marta Danylewycz, «Changing Relationships: Nuns and Feminists in Montreal, 1890-1925», *Histoire sociale/Social History*, vol. XIV, n° 28, novembre 1981, p. 413-434.
10. Simone Pilon, «Constitution du corpus des écrits des femmes dans la presse canadienne-française entre 1883 et 1893 et analyse de l'usage des pseudonymes», thèse de doctorat, 2 tomes, Sainte-Foy, Université Laval, 1999; Hélène Turcotte, «Génétique littéraire québécoise: devenir auteure au tournant du siècle (1885-1925)», thèse de doctorat, Sainte-Foy, Université Laval, 1996, 473 f.; Line Gosselin, *Les journalistes québécoises, 1880-1930*, Montréal, Regroupement des chercheurs-chercheuses en histoire des travailleurs et travailleuses du Québec, coll. RCHTQ «Études et documents» n° 7, 1995, 160 p.; Anne Carrier, «Françoise, pseudonyme de Robertine Barry: édition critique des chroniques du lundi, 1891-1895», thèse de doctorat, Sainte-Foy, Université Laval, 1988, 604 f.

au Canada français est désormais attestée et de plus en plus documentée¹¹. L'étude de ces salons constitue un premier jalon de l'histoire des pratiques associatives des femmes, pratiques situées au confluent des sphères publiques et privées. Enfin, des travaux sur les clubs littéraires féminins américains et canadiens-anglais témoignent de l'importance de ces pratiques pour comprendre le rapport des femmes à la littérature, d'une part, et la constitution du champ littéraire, d'autre part¹².

Nous tenterons ici, tout en donnant un panorama des pratiques associatives formelles des femmes de lettres montréalaises au tournant du xx^e siècle, de comprendre comment germe dans ces regroupements une mutation significative dans la vie intellectuelle des femmes, l'émergence de voix féminines dans un espace public jusqu'alors entièrement orienté en fonction d'intérêts masculins. Pour ce faire, nous présenterons d'abord deux organisations qui agissent comme pôles structurants de la période, le Conseil national des femmes du Canada et la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste. Nous examinerons ensuite trois facteurs qui agissent sur la nature et la portée des associations formelles des femmes de lettres : l'urbanisation, la naissance et le développement des périodiques féminins ainsi que l'éducation.

Deux pôles

Le Conseil national des femmes du Canada (CNFC), fondé en 1893, regroupe pour la première fois les forces féminines jusque-là disséminées dans des réseaux informels, locaux ou régionaux. La fédération, sous la présidence de Lady Aberdeen, s'organise d'abord en chapeautant des conseils municipaux locaux, dont celui de Montréal, le Montreal Local Council for Women (MLCW, fondé en 1893). Plus tard, des associations professionnelles se joindront au mouvement, parmi lesquelles le Canadian Women's Press Club (CWPC, fondé en 1904). On compte peu de Canadiennes françaises au CNFC, et toutes celles qui adhèrent à l'organisme le font par l'intermédiaire du MLCW. Joséphine Marchand-Dandurand, qui sera momentanément vice-présidente du Conseil national (1894), se fait la

11. Cindy Béland, « Salons et soirées mondaines au Canada-français : d'un espace privé vers l'espace public », Pierre Rajotte (dir.), *Lieux et réseaux de sociabilité littéraire au Québec*, Québec, Éditions Nota bene, 2001, p. 71-112.
12. Heather Murray, « Great Works and Good Works : The Toronto Women's Literary Club, 1877-83 », *Historical Studies in Education/Revue d'histoire de l'éducation*, vol. XI, n^o 1, printemps 1999, p. 75-95; Heather Murray, « Frozen Pen, Fiery Print, and Fothergill's Folly : Cultural Organization in Toronto, Winter 1836-37 », *Essays on Canadian Writing*, n^o 61, printemps 1997, p. 41-70; Anne Ruggles Gere, *Intimate Practices : Literacy and Cultural Works in U.S. Women's Club, 1880-1920*, Urbana/Chicago, University of Illinois Press, 1997, 367 p.; Theodora Penny Martin, *The Sound of Our Own Voices : Women's Study Clubs 1860-1910*, Boston, Beacon Press, 1987, 254 p.; Karen J. Blair, *The Clubwoman as Feminist : True Womanhood Redefined, 1868-1914*, New York/Londres, Holmes & Meir Publishers, 1980.

porte-parole de la fédération auprès des Canadiennes françaises, alors même qu'elle dirige *Le Coin du feu*, le premier magazine féminin canadien-français. Marie Gérin-Lajoie et Robertine Barry participent également à l'entreprise¹³. Les rapports des Canadiennes françaises avec la fédération sont en apparence paradoxaux : bien que stimulées de voir leur préoccupations féminines et féministes se refléter chez l'ensemble des femmes de l'élite canadienne, les Canadiennes françaises demeurent toutefois minoritaires parmi les anglophones protestantes.

C'est avec le projet de rassembler les femmes francophones et catholiques sous une bannière plus homogène et dans le but d'exercer leur influence sur une scène « nationale » qui n'est plus canadienne mais bien canadienne-française, que naîtront les organisations des Dames Patronesses de la Société Saint-Jean-Baptiste (fondée en 1902), et de la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste, fondée en 1907 par Caroline Béique et Marie Gérin-Lajoie. Forte de l'expérience acquise auprès des Canadiennes anglaises, Marie Gérin-Lajoie sera au cœur de la Fédération durant plus de vingt ans. La structure de la Fédération emprunte le modèle du Conseil et regroupe une trentaine de sociétés affiliées sous trois bannières : les œuvres de charité, les œuvres économiques et les œuvres d'éducation¹⁴. Concrètement, l'organisation est composée d'un exécutif élu, d'un bureau de direction et de comités qui travaillent sur différents sujets. Pour ses membres, la Fédération organise trois fêtes annuelles, où se juxtaposent conférences, musique, déclamation, saynètes, etc.¹⁵ Si Gérin-Lajoie, Marchand et Barry jouent un rôle prépondérant dans l'organisation et la diffusion des activités de la Fédération, d'autres militantes feront peu à peu leur marque, parmi lesquelles Athénaïs Bibaud (directrice de l'Académie Marchand), Idola Saint-Jean (femme de théâtre et militante féministe), Anne-Marie Gleason (pseudonyme : Madeleine), Édouardine Lesage (journaliste à *La Presse*). Deux grands congrès de la Fédération se tiennent au cours de la période, le premier en 1907, année de la fondation de l'organisme, le second en 1909, au moment des célébrations du 75^e anniver-

13. Le statut de Robertine Barry au sein du Conseil national est d'abord ambigu. On la dit membre non en règle du Montreal Local Council for Women, et son nom n'apparaît pas aux côtés de ceux de Marchand et de Gérin-Lajoie parmi les pionnières du Conseil national. Elle collabore toutefois à la brochure *Les femmes du Canada. Leur vie et leurs œuvres*, publiée par le Conseil en 1900, et elle sera plus tard présidente du Canadian Women's Press Club, affilié à la fédération.

14. Si la nature des activités des associations regroupées sous les bannières des œuvres caritatives et éducatives s'imagine aisément, précisons toutefois que les œuvres économiques « rassemblent des associations professionnelles d'employées de bureau ou de magasins, de femmes d'affaires, de travailleuses d'usine, d'institutrices, d'infirmières » (Hélène Pelletier-Baillargeon, *Marie Gérin-Lajoie*, Montréal, Boréal Express, 1985, p. 80).

15. Élie J. Auclair, « Le Congrès des Canadiennes-Françaises [sic] », *La Revue canadienne*, vol. VI, n° 2, août 1910, p. 135-147.

saire de la Société Saint-Jean-Baptiste. La Fédération est également représentée au Congrès de la Langue française au Canada en 1912. En 1913, Marie Gérin-Lajoie fonde *La Bonne Parole*, qui devient l'organe officiel de la Fédération, et rend compte de l'ensemble de ses activités. Sous les auspices de la Fédération, on voit naître de nombreux cercles d'études, où les jeunes filles se réunissent pour parfaire leur apprentissage sur divers sujets: « Philosophie, économie sociale, pédagogie, histoire, arts et littérature, voilà ce qui fait tour à tour l'objet de leurs familières causeries. L'histoire et la littérature nationales surtout semblent gagner leurs prédilections¹⁶. » La popularité et le développement de ces cercles sont tels qu'on organise annuellement, dès 1915, une Journée d'étude de la Fédération des cercles d'études des Canadiennes françaises, qui se tient à l'École d'enseignement supérieur pour jeunes filles.

De la création du Conseil national des femmes du Canada (1893) aux premières Journées d'études de la Fédération des cercles d'études des Canadiennes françaises (1915), plusieurs facteurs interagissent et font progressivement sentir leurs effets sur les rapports des femmes avec la nation, la culture, la langue, de même que sur les sociabilités littéraires qui leur sont propres.

L'urbanisation

La force d'attraction de Montréal, nouvellement promue métropole économique, s'exerce sur l'ensemble des acteurs de la vie littéraire au tournant du siècle dernier. Cette « métropolisation » aura des effets importants sur les trajectoires des écrivains. Elle semble encore plus déterminante dans les carrières des femmes de lettres que dans celles de leurs collègues masculins. Beaucoup de femmes qui écrivent sont originaires de Montréal¹⁷, et un plus grand nombre encore s'y installe entre 1893 et 1918, si bien que les deux tiers des femmes qui écrivent durant ces années exercent leurs activités à Montréal. La concentration qui en résulte, renforcée par l'urbanisation et par l'industrialisation, place progressivement Montréal comme pôle de l'activité intellectuelle tout autant que de la vie économique. Le développement des moyens de transport et la mobilité accrue qu'ils permettent, de même que celui des moyens de communication, accélèrent le développement des réseaux intellectuels féminins au tournant du siècle. C'est dans ce contexte que Joséphine Marchand-Dandurand, Marie Gérin-Lajoie et Robertine Barry joignent les rangs du Conseil national des femmes du Canada. Elles côtoient ainsi

16. Marcelle Gagnon, « Tribune de nos lecteurs », *L'Action française*, vol. II, n° 7, juillet 1918, p. 334.

17. Les statistiques sur lesquelles nous nous appuyons sont tirées de l'analyse des cohortes respectives de 100 acteurs et 30 actrices de la vie littéraire au Québec, telles que compilées par le collectif qui publie *La vie littéraire au Québec*, tome v.

leurs consœurs canadiennes-anglaises de l'Ontario et des provinces de l'ouest, et s'initient à la culture associative des «clubwomen», une tradition qui semble s'être développée plus rapidement en milieu anglophone, notamment — du moins pouvons-nous le supposer — parce que les femmes anglophones ont accédé plus rapidement aux études supérieures. Barry et Marchand prouvent qu'elles maîtrisent ce nouveau mode d'interaction alors qu'elles représentent les Canadiennes lors de l'Exposition internationale qui se tient à Paris en 1900, de même qu'au Congrès international des femmes. Le Conseil produit, à cette occasion, une brochure que les représentantes distribueront pendant l'exposition. Robertine Barry y signe, en tant que membre du sous-comité de littérature du Conseil, un chapitre sur «Les femmes canadiennes dans la littérature¹⁸». Une des premières tentatives pour répertorier et cartographier les lettres féminines au pays émane donc directement des activités du Conseil.

L'Exposition internationale de Paris et le Congrès international des femmes permettent aux deux journalistes d'établir des contacts avec des femmes de lettres de la région parisienne. Ces contacts se refléteront abondamment dans les différentes correspondances qu'on peut lire sous forme de chroniques dans les périodiques féminins, et, plus tard, ces liens s'officialiseront par leur admission au club Lycéum, le «premier club féminin en la Ville-Lumière¹⁹». Le Lycéum met en rapport des femmes dont l'intérêt pour les arts est notoire, et se nomme également l'«Association féminine d'Encouragement aux Lettres, aux Arts, aux Sciences et aux œuvres humanitaires²⁰». Le 15 de chaque mois, le Club publie sa «Chronique», dans laquelle il signale les volumes, articles et travaux littéraires de ses membres. En font partie, entre autres, madame Alphonse Daudet (épouse de l'écrivain), madame Juliette Adam (femme de lettres et salonnière bien connue) et la duchesse d'Uzès, qui en est la présidente. À ses membres étrangers, le Lycéum offre «une généreuse hospitalité», c'est-à-dire des chambres confortables, un restaurant, des salles de lecture et de travail et un salon de thé accessibles à toutes. Outre Marchand et Barry, Henriette Dessaulles-Saint-Jacques est également admise au Lycéum.

Les solidarités associatives des femmes de lettres canadiennes-françaises se fondent donc d'abord sur un axe pan-canadien, qui favorise les contacts avec les consœurs anglophones et protestantes. Elles se spécifient ensuite pour défendre des intérêts proprement francophones et catholiques, alors que les Canadiennes françaises établissent des contacts avec les Françaises. Le développement de réseaux féminins internationaux progresse rapidement, si l'on se fie aux activités du Conseil international des femmes, qui siège à Montréal durant une semaine en mai 1896,

18. Dans *Les Femmes du Canada. Leur vie et leurs œuvres*, s.l., 1900, p. 209-215.

19. [Anonyme], «Clubs féminins», *Le Journal de Françoise*, vol. VI, n° 20, 18 janvier 1908.

20. [Anonyme], «Le club Lyceum», *Le Journal de Françoise*, vol. VI, n° 23, 7 mars 1908.

de même qu'aux nombreux congrès internationaux qui s'organisent à cette époque (Paris en 1900, Saint-Louis en 1904, Milan en 1906, Rome en 1916)²¹.

L'urbanisation et, plus encore, la métropolisation constituent une condition essentielle au développement de l'ensemble de la sphère publique²². Le développement d'associations féminines formelles mais non spécialisées témoigne d'une volonté de structurer les forces féminines pour mieux investir l'espace public, et les effets que ces associations auront sur les activités des femmes de lettres sont multiples. La concentration géographique aura en outre pour effet de favoriser le développement des médias et la concentration de la presse dans la métropole.

La naissance et le développement des périodiques féminins

Le développement des pratiques associatives des femmes au tournant du siècle dernier est indiscutablement lié au développement de la presse féminine, qui favorise autant qu'elle reflète les interactions des femmes de lettres. Ce n'est certainement pas un hasard si *Le Coin du feu*, le premier périodique féminin canadien-français, naît en 1893, l'année même de la fondation du Conseil national des femmes du Canada, ou que le *Journal de Françoise* commence à paraître au moment même où on fonde l'organisation des Dames Patronnesses de la Société Saint-Jean-Baptiste (l'ancêtre de la Fédération Nationale Saint-Jean-Baptiste). D'ailleurs, les titres mêmes des périodiques féminins reflètent le déplacement des pratiques associatives féminines de nature privée à un engagement dans l'espace public, déplacement qui caractérise la période : du *Coin du feu* (1893-1896), qui connote le foyer, la chaleur, l'espace domestique, à *La Bonne Parole* (1913-1958), qui suppose la circulation de l'information sur la place publique, la transmission de savoirs, voire le prosélytisme.

Le développement du journalisme féminin est caractéristique de la période de transition en voie de s'achever dans la grande presse au tournant du siècle dernier. L'évolution du journalisme d'opinion partisan vers le journalisme d'information oblige à chercher ailleurs qu'auprès des différents partis politiques le financement nécessaire pour publier. Ce sont les revenus publicitaires qui suppléeront progressivement au financement partisan. Et c'est d'abord pour attirer un public féminin hautement convoité par les annonceurs que les grands quotidiens créeront une page dédiée aux intérêts féminins²³. C'est par ces pages que les femmes accèdent au journalisme. Le succès de plusieurs chroniqueuses est considérable.

21. Françoise, *La Feuille d'érable*, vol. I, n° 3, mai 1896.

22. Voir Jürgen Habermas, *L'espace public. Archéologie de la Publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot, 1986, 324 p.

23. Voir à ce sujet Marjorie Lang, *Women Who Made the News: Female Journalists in Canada, 1880-1945*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1999, 371 p.

Cependant, elles constatent rapidement que la page féminine constitue un ghetto, et que les promotions et la mobilité verticale sont inexistantes pour elles. Ce blocage hiérarchique modifie le parcours des femmes journalistes. Plutôt que d'obtenir de l'avancement dans la hiérarchie des périodiques où elles connaissent le succès, ces femmes fondent leurs propres revues, ce qui, tout en accroissant le prestige de leur carrière, assure un développement latéral de la profession de journaliste au féminin.

La page féminine des grands quotidiens — d'abord née pour courtiser la consommatrice — puis les périodiques féminins font bien davantage que remplir leur mandat «publicitaire». Ils permettent à des écrivaines de s'adonner à l'écriture avec une grande régularité; et, surtout, ils favorisent le rayonnement des discours centrés sur les intérêts féminins. Outre les traditionnelles chroniques de bienséance, de cuisine et de graphologie, on peut y trouver des éditoriaux traitant des droits sociaux des femmes, des revendications féministes touchant l'éducation, l'accès aux livres, et même des critiques littéraires qui scrutent les manuels de littérature pour évaluer le sort qu'on y réserve aux auteures. On y annonce en outre les activités de l'ensemble des organismes féminins de l'époque: conférences diverses, spectacles mettant en vedette des talents féminins, réunions d'associations féminines, congrès, etc.

• *Le Coin du feu*

Né la même année que le Conseil national des femmes du Canada, *Le Coin du feu* témoigne des liens qui unissent sa directrice-rédactrice, Joséphine Marchand, au Conseil. Les rencontres et activités du Conseil sont nombreuses et variées, ici comme à l'étranger, et l'espace qu'on leur accorde dans la revue est significatif²⁴. Quant aux collaboratrices de la revue, leurs noms et leur nombre reflètent assez peu le réseau dont bénéficie Marchand grâce au Conseil, puisque la grande majorité des textes sont signés par la directrice elle-même. Quelques articles sur la condition

24. [Anonyme], «Convention annuelle du conseil national des femmes», *Le Coin du feu*, vol. III, n° 3, mars 1895, p. 95-96; [Anonyme], «Le Concert de Melle Cartier», *Le Coin du feu*, vol. IV, n° 4, avril 1896, p. 100; [Anonyme], «Concours d'histoire», *Le Coin du feu*, vol. IV, n° 2, février 1896, p. 58; [Anonyme], «Ce que femme veut: le conseil s'occupe de la condition des ouvrières», *Le Coin du feu*, vol. IV, n° 7, juillet 1896, p. 210; [Anonyme], «On nous envoie», *Le Coin du feu*, vol. IV, n° 7, juillet 1896, p. 209; [Anonyme], «Le congrès féminin», *Le Coin du feu*, vol. IV, n° 5, mai 1896, p. 130-132; [Anonyme], «À travers le féminisme», *Le Coin du feu*, vol. IV, n° 10, octobre 1896, p. 295; [Anonyme], «Les catholiques et le Conseil des femmes», *Le Coin du feu*, vol. IV, n° 12, décembre 1896, p. 350; M^{me} Dandurand, «Chronique», *Le Coin du feu*, vol. III, n° 3, mars 1895, p. 66-70; M^{me} Dandurand, «Les femmes artistes», *Le Coin du feu*, vol. III, n° 7, juillet 1895, p. 234-235; M^{me} Dandurand, «Le développement de la littérature nationale», *Le Coin du feu*, vol. IV, n° 1, janvier 1896, p. 29-32; M^{me} Dandurand, «La convention annuelle», *Le Coin du feu*, vol. IV, n° 2, février 1896, p. 33-34; Marie Maugeret, «Le féminisme canadien à Paris», *Le Coin du feu*, vol. IV, n° 11, novembre 1896, p. 327-328.

féminine sont signés Marie Gérin-Lajoie²⁵. L'évolution des différentes rubriques du *Coin du feu* témoigne d'une transition dans les pratiques associatives des femmes de lettres: quelques salons féminins sont évoqués²⁶, alors que la couverture de ce type d'activité sera à peu près absente des périodiques féminins ultérieurs. On peut également constater, dans les pages du *Coin du feu*, l'intérêt croissant de la rédactrice pour les différents clubs et associations, ici comme à l'étranger²⁷.

Le Coin du feu est résolument engagé dans la diffusion des activités littéraires et éducatives du Conseil national des femmes du Canada. Le concours littéraire de 1896 est, à cet égard, exemplaire. Cette année-là, le Conseil organise un concours d'histoire et « offre en prix — à toute Canadienne-française, âgée de pas moins de seize ans, qui écrira la meilleure composition sur un sujet tiré de l'histoire du Canada, et dont l'héroïne est une femme, une fort belle collection de livres comprenant les principaux ouvrages qu'une jeune fille peut et doit lire²⁸ ». Le concours connaît un important succès, et le magazine publie les textes des deux gagnantes (premier et deuxième prix). L'un met en scène madame de Champlain (qui a suivi son mari en Nouvelle-France, contrairement à madame de Frontenac), l'autre, madame de Drucourt (épouse du gouverneur de Louisbourg en juin 1758). Cet appel au patriotisme et à l'étude de l'histoire ne va cependant pas sans susciter certaines résistances. La rédactrice du *Coin du feu* signale qu'elle pourrait « dénoncer à [ses] lecteurs certains journalistes arriérés et à l'esprit borné du district de Québec, qui ont refusé de mettre sous les yeux de leur clientèle les conditions du concours, sous prétexte qu'ils désapprouvaient le Conseil des femmes²⁹ ».

• *Le Journal de Française*

Dirigé par la journaliste Robertine Barry, *Le Journal de Française* commence à paraître en 1902, au moment même où s'organisent les premières actions en vue de fonder une section des femmes à la Société

-
25. Yvonne (pseud. de Marie Gérin-Lajoie), «La condition privée de la femme», *Le Coin du feu*, vol. III, n° 1, janvier 1895, p. 5-8; Marie Gérin-Lajoie, «Le mouvement féministe», *Le Coin du feu*, vol. IV, n° 6, juin 1896, p. 164-165;
 26. [Anonyme], «Un salon littéraire a New York: le salon de Miss Lynch», *Le Coin du feu*, vol. III, n° 6, juin 1895, p. 172-174; Météore (pseud. de M^{me} Joséphine Marchand-Dandurand), «Sans vouloir faire ici [...]», *Le Coin du feu*, vol. III, n° 2, février 1895, p. 40; Muscadin, «Notes d'un mondain», *Le Coin du feu*, vol. III, n° 8, août 1895, p. 239-241.
 27. [Anonyme], «Club de fillettes et club de veuves», *Le Coin du feu*, vol. III, n° 5, mai 1895, p. 165-166; M^{me} Dandurand, «Chronique», *Le Coin du feu*, vol. III, n° 9, septembre 1895, p. 273-276; M^{me} Dandurand, «Chronique. Les femmes et la paix», *Le Coin du feu*, vol. III, n° 12, décembre 1895, p. 369-370; Joseph Chailley-Bert, «Le Mouvement social», *Le Coin du feu*, vol. IV, n° 4, avril 1896, p. 120-124.
 28. [Anonyme], «Concours d'histoire», *Le Coin du feu*, vol. IV, n° 2, p. 58.
 29. [Anonyme], «Le concours littéraire», *Le Coin du feu*, vol. IC, p. 141, 145-149.

Saint-Jean-Baptiste, les Dames Patronnesses de la Société Saint-Jean-Baptiste. Robertine Barry se joindra au groupe, de même que Joséphine Marchand-Dandurand, Marie Gérin-Lajoie et Anne-Marie Gleason.

Les pages du *Journal de Françoise* rendent régulièrement compte des activités des Dames Patronnesses d'abord et, plus tard, de celles de la Fédération³⁰. L'impact et la visibilité de *Françoise* sont tels que la journaliste devient bientôt le pivot d'une multitude de causes et de combats informels, alors qu'elle prête son nom et s'associe à nombre de causes culturelles collectives, notamment celle des bibliothèques pour dames et jeunes filles. La question de l'accès des femmes aux livres, intimement liée aux « bonnes » et aux « mauvaises » lectures et à la censure, constitue un problème auquel nombre de regroupements de femmes tenteront de remédier de diverses façons. Dans un premier temps, Robertine Barry signale le réaménagement du salon des dames de l'Institut Fraser et le développement des collections visant spécifiquement un public féminin³¹, tout en réclamant la création d'une bibliothèque publique pour la ville de Montréal. Mais des solutions plus ponctuelles sont envisagées, et des réseaux se mettent en place avec l'aide du *Journal de Françoise*. Ainsi naîtront la Bibliothèque de Waterloo et celle de Beauharnois, pour lesquelles *Françoise* lance un appel de livres dans les pages de son magazine, de même que la Bibliothèque des dames et des jeunes filles de Saint-Jean³².

Enfin, le magazine publie régulièrement annonces et comptes rendus des rencontres de diverses associations féminines. Une de ces associations, l'Union nationale française (1905), organise des représentations exclusivement françaises, mettant en valeur les talents féminins au Parc Riverside de Montréal. L'Association artistique des Dames canadiennes (1909), quant à elle, compte une soixantaine de membres (sous la présidence d'Idola Saint-Jean), organise des concerts hebdomadaires durant la période estivale, et invite des conférenciers d'art³³. De son côté, le Ladies Morning Musical Club organise des concerts de musique classique.

30. Les Dames Patronnesses de la Société Saint-Jean-Baptiste deviendront, en 1907, la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste, association autonome cette fois.

31. *Françoise*, *Le Journal de Françoise*, vol. I, n° 15, 25 octobre 1902, p. 169-170.

32. *Françoise*, *Le Journal de Françoise*, vol. IV, n° 21, 3 février 1906, p. 330.

33. Il faut signaler, ici, qu'il est difficile de départager les activités organisées par Idola Saint-Jean sous la bannière de l'Association artistique des dames canadiennes de séances plus informelles et souvent antérieures à la fondation de l'association. Nous trouvons ainsi d'assez nombreuses mentions de programmes de séances organisées par Idola Saint-Jean, avant et après son voyage à Paris où elle étudie avec Coquelin de l'Académie française et M^{lle} DuMesnil : *Françoise*, « Bloc-Notes », *Le Journal de Françoise*, vol. I, n° 22, 31 janvier 1903, p. 268 ; [Anonyme], « Mademoiselle Idola Saint-Jean [incipit] », *Le Journal de Françoise*, vol. III, n° 1, 2 avril 1904, p. 324 ; [Anonyme], « Mademoiselle Saint-Jean [incipit] », *Le Journal de Françoise*, vol. IV, n° 19, 6 janvier 1906, p. 303 ; [Anonyme], « Lundi soir 5 novembre [incipit] », *Le Journal de Françoise*, vol. V, n° 15, 3 novembre 1906, p. 231 ; E. M., « Notre exquise diseuse [incipit] », *Le Journal de Françoise*, vol. V, n° 16, 17 novembre 1906, p. 246.

Les exemples successifs du traitement réservé aux associations et regroupements féminins dans le *Coin du feu* et le *Journal de Françoise* témoignent du développement d'associations dont l'intérêt premier est lié à la condition féminine. Le nombre des associations continuera de croître au cours de la période, et les liens qui unissent les périodiques aux associations s'officialiseront en 1913, année où *La Bonne Parole* devient l'organe officiel de la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste.

• *La Bonne Parole* (1913-1918)³⁴

Fondé en 1913 par Marie Gérin-Lajoie et Caroline Béique, le mensuel est brièvement dirigé par Anne-Marie Gleason (mars 1913), puis par Marie Gérin-Lajoie (avril 1913 à mai 1936). À titre d'organe officiel de la Fédération, le périodique *La Bonne Parole* rend surtout compte des différentes activités de ses sociétés affiliées. Toutefois, une part de son contenu concerne la littérature. On trouve dans *La Bonne Parole* deux ou trois textes de fiction par livraison, qu'il s'agisse de poésie, de narrations brèves ou de romans-feuilletons. Les textes sont signés à peu près également par des hommes et par des femmes, et on y lit davantage d'auteurs canadiens-français que d'auteurs français. Les signatures féminines les plus régulières sont Blanche Lamontagne-Beauregard, et Anne-Marie Gleason. *La Bonne Parole* commente également les plus récentes parutions et accorde une importance particulière aux ouvrages écrits par des femmes, à ceux qui traitent des intérêts féminins, et à la littérature canadienne-française dans son ensemble. Alors que la chronique «À lire» est anonyme, celle intitulée «Bibliographie» est signée en alternance par Marie Gérin-Lajoie, Anne-Marie Gleason, Laetitia Desaulniers et même Blanche Lamontagne³⁵.

La publication d'œuvres de fiction et la présence de critiques littéraires signées par des femmes ne distinguent guère *La Bonne Parole* des périodiques féminins qui l'ont précédé. À vrai dire, une partie de son personnel, Marie Gérin-Lajoie et Anne-Marie Gleason, était déjà connue pour sa collaboration à plusieurs autres périodiques féminins. Là encore, la continuité est manifeste. Toutefois, l'entrée de Blanche Lamontagne et de Laetitia Desaulniers dans ce réseau de femmes lettrées signale l'émergence d'une nouvelle génération de femmes sur la scène littéraire.

C'est ici que semble s'opérer une transition dans les pratiques associatives des femmes de lettres, transition qui mène à un investissement différent de la sphère publique par les femmes. Le contenu des périodiques féminins, de même que leur structure, n'est pas sans rappeler les salons littéraires

34. Nous avons considéré ici les premières années du périodique, qui continue à paraître jusqu'en 1958.

35. La rubrique est parfois signée par Justine Hardel, Joséphine Parent, G. Lechartier, Corinne LeMoyné, que nous n'avons pu identifier, et Berthe Dalys, dont nous supposons qu'il s'agit d'un pseudonyme non identifié.

français du xvii^e siècle, que décrit Alain Viala dans *Naissance de l'écrivain*: la littérature n'y occupe qu'une place parmi un ensemble de mondanités, et ils sont structurés autour d'une personnalité féminine forte détenant peu de capital scolaire, mais un important capital social et une maîtrise de l'art des manières³⁶. On peut considérer les premiers périodiques féminins comme des tribunes publiques dérivées de la pratique des salons.

L'éducation

L'accès à l'éducation des femmes, qui favorise d'autres pratiques associatives, opère un déplacement dans l'investissement de la sphère publique par les femmes: d'abord médiatique, cet investissement s'étend désormais également à la sphère académique. La fondation, en 1908, du Collège d'enseignement supérieur pour jeunes filles offre pour la première fois aux femmes la possibilité d'accéder au cours classique, puis, éventuellement, à l'université. Dirigé par Aveline Bengle (Mère Sainte-Anne-Marie), l'établissement accueille une première cohorte de douze jeunes filles, parmi lesquelles Marie-J. Gérin-Lajoie, Blanche Lamontagne et Georgette LeMoynes³⁷. Laetitia Desaulniers (Madame Arthur Saint-Pierre) et Marie-Antoinette Tardif (pseudonyme: Michelle LeNormand) fréquenteront aussi le Collège³⁸.

La première génération de femmes à s'inscrire au cours classique bénéficie donc directement des revendications de la génération précédente. Les effets de l'accès des femmes à l'éducation supérieure sur les réseaux et cercles féminins sont directs. On remarque le développement rapide des cercles d'études féminins, qui témoignent du rayonnement des premières diplômées de l'École et des pratiques qu'elles contribuent à mettre en place. Alors que les pionnières, Joséphine Marchand-Dandurand, Marie Gérin-Lajoie, Robertine Barry et Anne-Marie Gleason avaient investi la sphère publique par le biais des pages féminines dans les quotidiens et des périodiques féminins, et revendiqué sur toutes les tribunes l'accès aux études supérieures pour les jeunes filles, la première génération de femmes ayant poursuivi des études supérieures tentera de mettre à profit ces acquis hérités des pionnières. Des pages féminines des quotidiens aux cercles d'études pour jeunes filles, la mise en valeur de la culture intellectuelle, ou du moins sa présence assumée, paraît évidente.

Les premiers cercles d'études féminins naissent quelques années après la fondation du Collège d'enseignement supérieur pour jeunes filles.

36. Alain Viala, *Naissance de l'écrivain*, Paris, Minuit, 1985, p. 135.

37. Qui deviendra présidente de la Fédération.

38. La cousine de Laetitia Desaulniers, Marie-Claire Daveluy, étudie pour sa part au couvent d'Hochelaga, tenu par les sœurs des Saints-Noms-de-Jésus-et-de-Marie, mais fréquentera assidûment le réseau des jeunes filles qui étudient à l'École d'enseignement supérieur.

Le réseau qu'ils formeront bientôt s'apparente, par sa structure et ses activités, à celui de l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française (ACJC). Certains cercles fonctionnent de manière isolée, mais la plupart semblent se joindre à la Fédération et participent aux Journées d'études des cercles de jeunes filles. Plusieurs de ces cercles sont étroitement liés à des maisons d'enseignement³⁹, même si leurs activités demeurent parascolaires. Ces liens institutionnels sont, par ailleurs, garants d'une certaine orthodoxie intellectuelle et morale, qui semble presque constituer une condition de leur existence.

En 1915, lors de la première Journée d'études des cercles de jeunes filles canadiennes, une dizaine de cercles se réunissent, dont les plus importants sont le Cercle Notre-Dame (fondé en 1909) et le Cercle Jeanne-d'Arc (fondé en 1911)⁴⁰. Le Cercle Notre-Dame paraît être au cœur de l'activité des cercles d'études pour jeunes filles durant ces années. Fondé en 1909, et présidé par Marie-J. Gérin-Lajoie, il regroupe des élèves, et bientôt plusieurs anciennes élèves, de l'École d'enseignement supérieur pour jeunes filles. Les membres de ce cercle se réunissent tous les quinze jours « pour causer de littérature, d'histoire, d'art et peut-être aussi de questions plus sérieuses⁴¹ ». À mesure que le Cercle progresse et se développe, l'action sociale, plus aisément justifiable en regard des attentes d'une certaine morale catholique, y occupe une place grandissante, parfois au détriment des activités intellectuelles. Une des membres rédige néanmoins une monographie de paroisse et deux monographies de familles, et le Cercle a le projet de créer sa propre bibliothèque⁴².

Le Cercle Jeanne-d'Arc, fondé en 1911 par Laetitia Desaulniers, qui en est également la présidente, possède un fonctionnement semblable à celui du Cercle Notre-Dame. Lecture, étude, causeries et conférences sur des questions sociales, nationales ou artistiques composent son programme. Anne-Marie Gleason et Idola Saint-Jean prononcent des conférences dans le cadre des activités du Cercle. Marie-Antoinette Tardif, membre actif de l'organisation, assume la fonction de secrétaire. Elle livre d'ailleurs un

39. Le cercle « Madeleine » de l'Académie Sainte-Marie (fondé en 1906); le cercle pédagogique de l'École Normale de Valleyfield; le Cercle Notre-Dame (fondé en 1909), qui regroupe élèves et anciennes élèves de l'École d'enseignement supérieur; l'Académie Notre-Dame du Bon Conseil, Couvent de Bellevue.

40. Une étude exhaustive devrait tenir compte des activités littéraires de plusieurs autres cercles actifs à l'époque: le Loyola Club (anglophone, fondé vers 1900), le Cercle de l'Enfant-Jésus (fondé en 1915), le Cercle des jeunes filles de Saint-Henri (fondé en 1913), le Cercle d'étude des hirondelles (fondé en 1914), le Petit Cercle d'étude canadien-français (qui deviendra plus tard le Cercle Marguerite-Bourgeoys, et dont les activités se déroulent dans la région de Sherbrooke).

41. Irène Lesage, « Rapport du cercle Notre-Dame », *La Bonne Parole*, vol. IV, n° 2, avril 1916, p. 13.

42. *Ibid.*

témoignage éloquent qui marque clairement que les activités associatives des femmes passent d'une diffusion « mondaine » à une existence publique :

Vous irez raconter que vous avez un cercle d'études, qu'on y fait tel genre de lecture ou d'œuvre, on pourra hausser les épaules et vous croire à volonté. Mais si vous pouvez présenter au public [...] des annales bien rédigées et claires, où l'on ne verra pas seulement que le salon était plein de jeunes filles [...]. Quand on lira ensuite les comptes rendus détaillés et bien exprimés des causeries qui ont été faites aux réunions, qu'on verra des noms de conférenciers canadiens-français très appréciés, on sera tout à fait édifié, et vous serez prises au sérieux. Sans la secrétaire, sans les annales cela n'arriverait pas. Il n'y aurait pas de publicité possible⁴³.

Outre son affiliation à la Fédération des cercles d'études, le Cercle Jeanne d'Arc se joint en 1913 à l'École sociale populaire, dirigée par Arthur Saint-Pierre⁴⁴. Le Cercle Notre-Dame officialisera également ses liens avec l'École sociale populaire quelques années plus tard. Ces doubles affiliations des deux cercles qui dominent la fédération laissent penser que les solidarités ne se font plus exclusivement dans le cadre unisexué de ghettos féminins, et que des associations féminines trouvent progressivement leur place dans des regroupements mixtes.

Si plusieurs cercles sont directement liés à des établissements d'enseignement, certains se forment sur la base de solidarités paroissiales, d'autres encore sur des bases professionnelles. C'est le cas notamment du dynamique Cercle d'amusement de l'Association des employées de bureau (A.P.E.B.)⁴⁵. Ce dernier organise des concerts-causeries, dont certains témoignent de préoccupations littéraires, comme c'est le cas de la conférence que prononce la présidente de l'Association, Marie-Claire Daveluy, sur « La jeune fille dans l'œuvre de René Bazin⁴⁶ ».

Pour la première génération de femmes qui accèdent au cours classique, l'insertion dans des regroupements lettrés formels se fait beaucoup plus rapidement qu'auparavant. Dès leurs études collégiales, les jeunes bourgeoises s'initient aux pratiques associatives formelles, se regroupent, écrivent et laissent des traces organisées de leurs travaux. La littérature occupe une place importante parmi les activités des cercles d'études, même si aucun regroupement ne lui est exclusivement consacré. Les activités littéraires des différents cercles se composent, d'une part, de conférences prononcées par des invités et, d'autre part, de travaux produits par les membres.

43. M.-A. Tardif, « La secrétaire de cercle », *La Bonne Parole*, vol. III, n° 11, 1915, p. 6.

44. Laetitia Desaulniers, alors présidente du Cercle Jeanne d'Arc, épouse Arthur Saint-Pierre en 1914.

45. Soulignons que cette association compte 220 membres en 1915. Voir M^{lle} Daveluy, « La jeune fille dans l'œuvre de René Bazin », *La Bonne Parole*, vol. III, n° 11, janvier 1916, p. 8.

46. *Ibid.*

Conclusion

C'est au tournant du xx^e siècle qu'apparaissent les premières associations féminines formelles et publiques au Canada français. Les femmes de lettres y jouent un rôle important, et les pratiques littéraires semblent trouver naturellement leur place dans un ensemble d'activités souvent vouées en premier lieu à l'action sociale, et débouchant, dans leur forme la plus visible, sur des activités de nature caritative. Dans ce front commun féminin pour accéder à la parole publique, la nécessité d'isoler les pratiques littéraires du reste ne se fait pas encore sentir. Pourtant, les bénéfices que les femmes de lettres tirent de la constitution de ces réseaux et de l'apprentissage de leur fonctionnement sont indiscutables. C'est dans la foule des activités du Conseil national des femmes du Canada, puis de la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste que s'accroît le rayonnement des femmes de lettres canadiennes-françaises et que naissent les premiers périodiques féminins. Cet investissement de la sphère médiatique donne des tribunes aux revendications féministes, parmi lesquelles figurent en tête de liste l'accès à l'éducation supérieure. La première génération de diplômées du cours classique féminin ne tardera pas à fonder les premiers cercles d'études féminins, offrant de nouveaux lieux au déploiement de la formation intellectuelle des femmes. Si la nature des activités des femmes de lettres dans des associations formelles ne connaît pas de véritable révolution au tournant du xx^e siècle, c'est d'abord la publicité de ces activités qui paraît constituer un pas décisif. Le passage d'activités littéraires semi-privées, comme les salons littéraires, à des associations formelles dotées de structures publiques, de statuts, et dont les activités sont consignées dans des rapports, voire, comme dans le cas de *La Bonne Parole*, reproduites intégralement dans des périodiques, témoigne de la consolidation de la présence des femmes de lettres dans la sphère publique.

D'autre part, parmi l'ensemble des intérêts féminins que défendaient les Canadiennes au sein du Conseil national des femmes du Canada, se détachent progressivement les intérêts nationaux, dont témoigne la fondation de la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste, puis les intérêts culturels et intellectuels, qui sont au cœur des préoccupations des nombreux cercles d'études pour jeunes filles qui voient le jour entre 1909 et 1920. Ce double mouvement d'accès à la sphère publique et de spécialisation des intérêts pour les activités lettrées et intellectuelles annonce les trajectoires littéraires féminines à venir. La génération montante, celle des cercles d'études féminins, deviendra celle des pionnières de la littérature canadienne-française pour la jeunesse. Les Marie-Claire Daveluy, Laetitia Desaulniers, Marie-Antoinette Tardif, Blanche Lamontagne, Yvonne Charette collaboreront toutes à la revue enfantine *L'Oiseau bleu*, dont la parution débute en 1920.